le jeudi

L'INTRUS

J'AI LA MÉMOIRE QUI FLANCHE

(Air à la mode)



Directeur : RENÉ RINGEAS
ADMINISTRATION — RÉDACTION
5, Rue Cagé
SAINT-OUEN (SEINE)
Téléphone : 255-03-58 — 254-09-21
C. C. Postal : Ed. du Vieux-Saint-Ouen
PARIS 4964-24

ABONNEMENTS

FRANCE :

3 mois.	**15 F**
6 mois.	**28 F**
un an.	**55 F**

ÉTRANGER :

6 mois.	**33 F**
un an.	**65 F**

L'Intrus ne fait pas de services gratuits réguliers.
Si ce journal vous plaît

ABONNEZ-VOUS !

Tous les abonnements souscrits pour un an avant le 28 février 1966, bénéficieront du prix exceptionnel de lancement de 45 F

■

DANS CE NUMÉRO :

Les dessins sont de Philippe

Du compagnon Soudy au général

BILLE EN TÊTE

Le général de Gaulle est en train d'éprouver contre lui-même que « l'Etat est bien le plus froid de tous les monstres froids », selon la formule de Nietszche, qu'il a citée lui-même souvent.

Cela se traduit aujourd'hui dans la boutade nouvelle, qui a déjà fait fortune après tant d'autres : « Il y a des zigottos qui m'ont pris pour une bille » !

Epiloguons d'abord sur ce mot bille comme il nous faut ici de l'anecdote avant toute chose.

Nous lui connaissions déjà une consécration historique, mais qui apparaîtra ici irrévérencieuse.

« Bille », c'était le mot favori d'un certain Soudy, guillotiné de l'affaire Bonnot. Stirnérien méprisant, il aimait désigner ainsi le prochain.

Victor Méric assurait l'avoir entendu lors d'un meeting aux Sociétés savantes, saluer un interrupteur d'un « Vous êtes une bille », et un deuxième d'un « Vous êtes une deuxième bille » et ainsi de suite...

Pitoyable Soudy, qui devait s'illustrer encore en chantant certaine aube d'avril 1913 « Salut ô mon dernier matin... » en montant sur la machine à Deibler...

Mais c'est beaucoup divaguer à propos de billes.

Revenons aux choses de l'Etat!

Le mot « bille » dans la bouche du chef de l'Etat a une acception plus chrétienne que dans celle du sarcastique Soudy, car le général ne visait pas le prochain mais sa seule personne.

Humilité louable, et qui va contre la réputation de monstre d'orgueil qu'on voudrait lui faire!

D'autres à sa place ne seraient convenus de rien.

Que n'a-t-il pris exemple de Guy Mollet après le rapt de Ben Bella!

Celui-là, si besoin avait été, fût allé jusqu'à dire que tout s'était déroulé selon la volonté expresse des congressistes de la S.F.I.O.

Quant aux « zigottos » non explicitement désignés qui pouvaient-ils viser ?

Des individualités précises, où des collectivités vagues indélimitables et qui sont et seront toujours l'Etat.

Car il est vain de se croire plus de pouvoir qu'elles.

D'ailleurs le pouvoir du général n'a jamais été autant menacé que depuis que les zigottos, bafoués publiquement, se conjurent contre lui !



I Figoneries

Les feuilles, comme il est connu, sont beaucoup plus faites pour être *feuilletées* que pour être lues. Il vaut mieux pour leurs fabricants, car à les lire soigneusement, même le moins informé a tôt fait de s'apercevoir qu'elles ne sont que tissus d'impostures.

Ainsi de *Paris-Match* qui cette semaine a voulu faire comme tout le monde du *sensationnel,* du *dessous-des-cartes* sinon de l'exhaustif sur l'affaire Ben Barka.

A grands frais, des bataillons ont été mobilisés.

Cela donne ceci :

Dès la première page vous êtes déjà instruit que le leader marocain fut enlevé, après qu'il sortait de chez Lipp.

Où précisément il n'entra pas, cueilli qu'il fut à la hauteur du Drugstore!

Pas moins de quatre personnes, car dans ce genre de publications on a la plume collégiale, ont été à l'ouvrage sous la direction d'un nommé Roger Mauge, pour s'accoucher de cette affirmation erronée.

Dans la suite, un nommé Georges Reyer opère à propos du juge Zollinger. Celui-là, après avoir écouté à toutes les portes et surmené tous les fils directs, a découvert que le policier Souchon était un limier *marseillais* de la Mondaine, police qui n'eut jamais juridiction que sur Paris et la Seine, pour cette raison élémentaire qu'elle n'est qu'un compartiment de la Préfecture de police!

Continuons. Plus loin c'est un Georges Menant qui prétend nous instruire des derniers instants, dans le style maison, de Figon. Chemin faisant, il évoque les complices de celui-ci, dont le nommé Pierre Dubail, « l'ancien chauffeur de Pierrot le Fou » !

Détail que nous sommes prêts à recevoir, hormis cet additif que ce Dubail a environ 35 ans, que Pierrot le Fou est mort voici déjà quatre lustres, et qu'il aurait donc fallu au premier une grande précocité dans la conduite automobile sinon dans le crime, pour lui être déjà associé en 1945-46.

Après quoi le Georges Menant en question ajoute Passé *fabuleux!* Bien *fabulé,* en tout cas!

Et caetera, and so on, und so weiter!

STAVISKOSE.

Un peu partout, on a procédé par références à l'affaire Stavisky, comme il était fatal, surtout après la mort de Figon, et c'est Xavier Vallat qui titre dans *Aspects de la France* : « *Figon a-t-il été « staviskyé* » ? Article qui est déjà plus sage que les ordinaires divagations sur le thème, y compris celles que l'*Action française,* aïeule d'*Aspects* avait produites autrefois. Xavier Vallat ne parle pas, en effet, d'assassinat tant pour le premier que pour le second, mais de « suicide conditionné » !

Xavier Vallat, qui fut d'ailleurs toujours plus modéré que les siens sur l'affaire Stavisky, se refusant notamment à acquiescer à leur thèse sur la complicité de Chautemps dans l'« assassinat » de Prince aussi bien qu'à leurs apologies délirantes de Chiappe, celui-ci tenu par lui pour plus que complaisant envers le fameux escroc, peut être reçu dans des déductions qui restent vraisemblables!

QUAND GALMOT NOUS GACHAIT SA LÉGENDE...

Mais pourquoi veut-il que Paul-Boncour ait été l'avocat de Stavisky alors qu'il ne le fut jamais que d'Arlette, sa femme? A telles enseignes même que Léon Daudet ne l'appelait jamais qu'Arlette Paul-Boncour!

Cette belle Arlette, qui amena un homme aussi extraordinaire que Jean Galmot, l'ancien député de la Guyane, le héros de *Rhum* de Blaise Cendrars, a tombé au rôle d'indicateur.

Galmot, en effet, était en concurrence avec Stavisky pour la possession de la belle, et c'est lui qui avait livré au commissaire Pachot l'adresse de la villa de Marly, où l'illustre Sacha fut arrêté en 1926.

Mais Marly étant en Seine-et-Oise, Pachot qui était de la P.J. parisienne n'avait pas compétence. D'où nécessité de faire coiffer l'expédition par un homme de la Sûreté, un commissaire Bayard, qui devait trouver là à la fois une occasion de gloire et une source de malheurs.

Car selon une procédure maintes fois confirmée il allait prendre liaison suivie avec l'homme qu'il avait arrêté, et Stavisky jusque-là, truand sans tache, devenir son indicateur.

Bayard devait d'ailleurs pourvoir d'un sésame indispensable sa nouvelle recrue, une lettre l'accréditant auprès des collègues, et dont l'autre allait user sans discrétion.



Dessin de Philippe.

D'où un pré-scandale un jour que Stavisky voulut forcer l'entrée d'un casino, où il était « interdit », en se prévalant du papier donné par Bayard.

André Stibio aussi évoque dans *Carrefour* les folies de l'année 1934 pour leur parenté avec les démesures d'aujourd'hui.

Mais évoquant Chéron, garde des sceaux du cabinet Doumergue, et le ridicule dont il s'était couvert, en sacrant Bonny premier policier de France parce que celui-ci avait remis à la justice les talons d'un certain nombre de chèques émis par Stavisky, talons qu'il tenait de son indicateur Georges Hainaux, dit *Jo la Terreur,* Stibio, qui connaît pourtant mieux que personne l'histoire de la Troisième, trébuche, faisant de Chéron un Adolphe qu'il n'était pas.

Le sénateur du Calvados n'était qu'un Henry, le Chéron Adolphe, lui, ayant été député de la Seine.

JO ATTIA, NOTRE « AGENT » A TANGER.

Dans le *Nouveau Candide* c'est un ancien du S.D.E.C.E., qui prétend tirer la moralité de l'événement, en alléguant, sans narcissisme excessif, que les collègues furent doublés par Oufkir, meilleur marchand de tapis que les petits futés du boulevard Mortier, siège de notre nationale Agence Tricoche et Cacolet.

Selon le même, tout le mal viendrait de Jo Attia, très ancien routier de la maison, et qui fit école.

Au vrai, Figon, ce qui attestera au reste de sa parfaite indigence intellectuelle, faisait grand cas du fameux Jo, une des meilleures fabrications publicitaires que la presse ait réussies quant au « milieu », dans ces vingt dernières années.

Au vrai, le monsieur n'a de personnalité qu'autant que sa femme Carmen veut bien lui abandonner quelque peu de la sienne.

Mais la vérité est là que très tôt on s'éprit dans les « services » de ce Jo national et qu'on l'érigea en ambassadeur auprès de la petite et de la grande truanderie parisienne.

A toutes fins utiles et inutiles.

Ainsi on l'aurait chargé, et l'homme dont le *Nouveau Candide* rapporte les propos ne le cèle pas, de quelques entreprises au Maroc, et qui coûtèrent plus au Trésor qu'aux gens qu'il s'agissait d'atteindre.

D'où d'ailleurs un emprisonnement à Tanger, d'où on le tira par une « extradition-bidon », machinée probablement par le « service » !

Il s'était alors accusé faussement d'avoir eu part dans un double meurtre que nous évoquerons ci-dessous, celui d'un nommé Robinard et celui d'un nommé Seban, accomplis dans la forêt de Rambouillet, et dont un sieur Bodenan avait à répondre.

Cité comme témoin, il avait paru à la barre, dans un numéro de haulte gresse, donnant bien à entendre qu'il se riait de tout ce qu'on pouvait dire contre lui, qu'il avait des appuis dans l'Etat, qui le mettaient bien au-dessus des minables qui prétendaient lui demander raison, dont Me Floriot, avocat de ce Bodenan!

Simple constatation, ce Roger Lentz dit Soupon, qu'on retrouve dans l'affaire Ben Barka avait été aussi en cause dans cette affaire, et sans nul doute à tort!

MALHEUREUX RENÉ GÉRIN.

En plus, Attia tenait bureau d'encanaillement rue Joseph-de-Maistre, proche le pont Caulaincourt, à Montmartre.

Des magistrats même s'y risquaient, et qui eurent pour cela des ennuis. Ainsi, d'un avocat général... Turlan qui, si les journaux ont bien dit, n'aurait été autre que le magistrat qui requit contre Figon quand celui-ci écopa de vingt ans.

Etrangeté des rapprochements...

L'histoire de ce Turlan, qui s'était commis aux cocktails du *Gavroche,* le tapis de M. Attia avait été rendue publique lors du procès Bodenan (double assassinat à Montfort-l'Amaury), où un député avait déjà à voir plus ou moins lointainement, mais il n'était que S.F.I.O., et c'était sous la Quatrième.

Le nom de ce Turlan nous est, d'ailleurs, particulièrement en mémoire pour une autre raison qui n'a rien à voir avec les affaires du jour.

Un garçon que quelques-uns ont connu, le pacifiste René Gérin, nourrissait contre lui un noir ressentiment. Ce Turlan avait en effet requis contre lui à la Libération, obtenant une condamnation féroce pour quelques insignifiants articles donnés à l'*Œuvre* sous l'occupation.

Pauvre Gérin! Il croyait au Père Noël : au su que son persécuteur avait fréquenté chez Jo Attia, il avait pensé intéresser René Coty, à une révision éventuelle de son procès...

Autant en avait emporté le vent...

Me Raymond Hubert, qui fut au Palais dans le peloton de tête de sa génération a choisi de disparaître en pleine évocation de l'affaire Stragisky.

Les nécrologues ne lui ont su aucun gré de cette opportunité, lui accordant à peine quelques lignes! Il est vrai qu'ils n'ont aucun souci des gloires vieilles de plus de dix ans.

Me Raymond Hubert qui était d'âme sensible avait pu se croire compromis dans la même affaire, au point qu'il avait tenté de se jeter dans la Seine.

Une tentation que Me Lemarchand ne paraît pas devoir jamais connaître. Il est d'une autre étoffe, apparemment, que ce Raymond Hubert, qui s'était poussé par des grâces mignardes, qui lui avaient valu l'appui de gourmets de ces choses, comme François-Ignace Mouthon, le trop célèbre directeur du *Journal*!

Me Lemarchand essuie chaque jour de nouveaux coups boutés en pleine poitrine.

On se conjure partout pour sa perte, en pensant d'ailleurs en atteindre d'autres au travers de sa personne.

L'Express, qu'il avait pensé désarmer par de bons procédés, redouble d'âpreté à son égard, en ouvrant ses colonnes à un colonel Foyer qui prétend déballer par le menu toute la barbouzade en pays barbaresque.

Ce Foyer d'incendie romance-t-il, comme il n'est que trop répandu.

Il doit, en effet, être très menacé dans sa personne et craindre d'être compté quelque jour comme le vingt-quatrième cadavre dû aux maléfices de Me Lemarchand.

C'est quand même faire bien de l'honneur à cet avocat, dans lequel rien ne laisserait croire à pareille envergure florentine!

Ce Foyer rouvre d'ailleurs un autre débat. Il insinue en effet que telles représailles exemplaires qu'on croyait dues à la malice de l'O.A.S., qui s'en est d'ailleurs prévalue, pourraient avoir une autre origine.

Un ordre serait venu à ce qu'il prétend de la capitale de « liquider les spéciaux », autrement dit les « barbouzes ».

Nous rapportons sans souscrire, mais s'il y avait ombre que cette thèse soit exacte, il faudrait alors reconsidérer tout le martyrologe de ces années-là.

Mais c'est aux gens de l'O.A.S. à contester et à se faire rendre leur gloire d'auteurs s'il ya lieu.

Notre encadré :

LE PEN

Voilà que Le Pen se sépare de Tixier et qu'il dit « tout » sur sa rupture, nous assurait Paris-Presse l'autre soir.

Il ne s'agirait que d'« un conflit de générations » et Tixier n'aurait plus pour lui que « des excités et des femmes sur le retour d'âge », Le Pen ralliant seul la frange pure et dure de l'ancien Mouvement T. V.

L'affaire promet, et l'on ne sait si le lion béarnais devenu vieux aura encore assez de ressource pour combattre cet adversaire inattendu.

Qu'il va falloir bientôt traiter de « fasciste assassin » ou éventuellement de barbouze.

Les choses sont en effet à ce point que Tixier serait allé jusqu'à faire reproche à Le Pen, qui « fait » dans le disque comme l'on sait, de vouloir éditer les discours de Philippe Henriot.

Qui eut pu croire une telle prévention concevable. Il est vrai que plus qu'un illustre précurseur, Philippe Henriot fut peut-être pour Tixier, en d'autres temps, un empêcheur de réussir. Celui-ci commença, en effet, de se produire quand l'autre tenait déjà la vedette et la tenait jalousement.

Cornac malheureux, on lui fera grief aussi bientôt de cette caravane que les résultats du 5 décembre montrèrent dérisoires encore plus qu'on n'aurait cru.

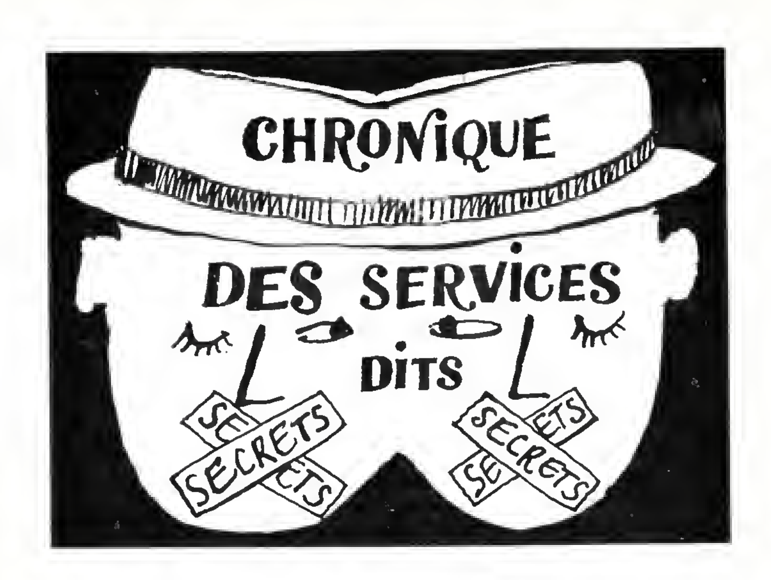
L'idée était probablement de lui, qui avait déjà tenté d'un pareil cirque, au temps de l'Algérie française, et on va la lui compter à crime, comme un dessein délibéré d'avoir voulu ridiculiser T. V. par des procédés de saltimbanque.

Mais ces petits règlements de comptes n'épuiseront pas le contentieux. Un bouche-à-oreille plus perfide est déjà en train.

Le Breton sera réputé de la plus grande noirceur, et dit affidé, peut-être, à ceux qu'il avait l'air de combattre.

La suspicion est dans l'air et Paris-Presse en se faisant l'écho complaisant des doléances de Le Pen contre son ex-pair et compagnon permettra encore qu'on soit plus insidieux.

Restera à Le Pen un renom de violence qu'il faudra soutenir s'il ne veut pas que sa légende s'entame !



Algèbre du renseignement

Persuadés qu'ils avaient été défaits non sur leur valeur propre, mais de par les maléfices de l'espionnage prussien, nos militaires voulurent se mettre à l'école du vainqueur, ainsi que le recommandait Ernest Renan dans sa Réforme intellectuelle et morale.

L'école du vainqueur consistait en particulier à s'organiser fiévreusement sous le rapport du « renseignement ». Il n'y avait pas innovation absolue mais la confiance dans la furia francese, *reine des batailles, avait entraîné une certaine négligence dans le domaine.*

La Section de statistique, *alvéole du 2e bureau mais pratiquement indépendante, durera jusqu'en* 1900, *date où on commencera à parler de* Bureau de renseignement, *mais pas encore de S.R., ce qui devait faire trop ambitieux.*

Mais 1914 *survient qui ne bouleverse pas exagérément l'ancienne structure. Sans doute croit-on d'abord que la guerre s'achèvera au proche Noël, comme l'a laissé entendre Joffre. Un capitaine Ladoux, ancien saint-cyrien tombé dans le boursicotage et le journalisme est bien appelé par Messimy en considération d'alliances radicales, au contrôle télégraphique, district du « renseignement », qui apparaît le plus important.*

Mais les hécatombes se prolongent au-delà de ce qu'on avait cru, et il faut songer à s'organiser vraiment pour un temps de guerre de durée imprévisible.

Ladoux est alors chargé de construire une véritable or-

ganisation, qu'il baptise S.C.R. (Section de centralisation des renseignements).

Partout où il y a armée en campagne c'est le 2e bureau des états-majors traditionnels qui a compétence.

Cette considération amènera des complications quand Paris se trouvera déclaré camp retranché car un 2e bureau se trouvera alors dépendre du gouvernement militaire, et dont les attributions chevaucheront avec les services du ministère de la guerre.

Mais des proliférations nouvelles et fatales des organismes de renseignement entraineront une sécession de ceux-ci d'avec le 2e bureau, pour former le 5e bureau, qui ne durera que le temps de guerre. Tout reviendra comme avant, après 1918, *et il faudra* 1939, *pour qu'un* 5e *bureau, né de la même ségrégation renaisse.*

La drôle de guerre se poursuivra avec un 5e bureau au ministère de la guerre, doublé du 2e bureau du G.Q.G.

L'armistice entraînera évidemment la suppression officielle *desdits, mais une renaissance prompte se fera sous le nom de B.M.A. (Bureau des Menées Antinationales).*

Parallèlement, Londres prenait son essor. Le colonel Passy dans ses Souvenirs *abonde en détails sur les cheminements du B.C.R.A., qui fut tour à tour S.R., 2e bureau, B.C.R.A.M.* (Bureau central de renseignements et d'action militaire) *puis enfin, pour quelques saisons, simplement B.C.R.A., celui-ci se subdivisant même en B.C.R.A.L. et en B.C.R.A.A. (le premier restait la maison mère* londonienne) *et le second l'échelon d'Alger quand il y eut transbordement partiel après la reconquête de l'Afrique du Nord.*

Mais la grande cavalcade des appellations à la petite semaine va commencer, après que services giraudistes et gaullistes vont commencer de vouloir fusionner.

On aura d'abord le S.R.A. (Service de renseignements et d'action), *qui régentera quelque temps le général Cochet, un aviateur.*

Désignation éphémère, à laquelle on substituera non moins éphémèrement le titre de D.S.R.S.M. (Direction des services de renseignements et de sécurité militaire), *inbroglio nouveau dans lequel anciens de Vichy et nouveaux de Londres continueront de se regarder en chiens de faïence.*

Puis de Gaulle affermissant son autorité, on réformera une nouvelle fois l'institution, tout au moins dans son fronton et ce sera la D.G.S.S. (Direction générale des services spéciaux) *que couronnera Soustelle.*

Puis nouvelle venue, la D.G.S.S. devient la D.G.E.R. (Direction générale des études et recherches), qui reverra Passy, apparemment déchu du premier rôle depuis Londres.

Dernier avatar, avant le S.D.E.C.E.!

L'AFFAIRE PENKOVSKY

III

Dans un entretien avec le correspondant du Spiegel *à Moscou, le colonel Karpov, ancien officier du Guéréou (Direction générale des renseignements de l'armée soviétique), conteste l'authenticité des* Papiers *d'O. V. Penkovsky.*

CONTRE L'AUTHENTICITÉ DES PAPIERS

Ce qui milite le plus fortement contre l'authenticité des *Papiers,* c'est la teneur même des « notes » de Penkovsky. Ce ne sont pas toujours des renseignements précis. A défaut de renseignements précis, ce ne sont même pas toujours des informations d'ordre général. C'est assez souvent une sorte de journal intime des intentions, états d'âme et méditations de l'espion. Ainsi : *...Je suis loin de surestimer le danger. Je reste optimiste... Je ne regrette rien de ma vie ni de mon travail. Ce qui compte pour moi, c'est de rester fort, c'est de garder la volonté de poursuivre mes activités. Le but de ma vie, c'est de révéler la vérité de ce système* (le système soviétique). *Si je parviens à apporter ma modeste contribution à cette grande œuvre, ce sera la plus grande satisfaction que je puisse éprouver.* Est-il bien vraisemblable qu'un agent secret mobilise toute la technique compliquée et, en dépit de toutes les précautions, périlleuse, de la communication clandestine simplement pour expliquer son caractère à ses complices? Mais le colonel Karpov n'invoque pas cet argument.

POUR LEUR AUTHENTICITÉ

Et les partisans de l'authenticité répondraient sans doute que Penkovsky n'était pas un espion comme un autre. Il était sans contestation possible un traître à l'Union soviétique, mais un traître « idéologique », non un traître vénal, un émigré de l'intérieur, un homme qui avait en son cœur « choisi la liberté » et qui avait fait de la trahison le mode de son objection de conscience. Il éprouvait donc constamment le besoin de se justifier, non bien entendu devant les victimes, mais devant les bénéficiaires de sa trahison. Que ses communications et, dans l'ensemble, sa conduite et tout son comportement n'aient pas été marqués de la prudence et de la sobriété qu'on peut attendre d'un vulgaire marchand de renseignements ou d'un agent secret opérant en territoire étranger, cela est dès lors un peu moins étonnant.

UNE HAINE DÉSINTÉRESSÉE

La haine désintéressée du régime soviétique semble bien, en effet, avoir été le seul mobile de la trahison. Au procès (trois audiences publiques, une audience à huis clos), l'accusation, ne pouvant prouver la vénalité, incrimina l'état de délabrement intellectuel et moral dans lequel ses séjours à l'étranger et ses relations avec le monde bourgeois avaient mis Penkovsky (ce qui eût dû, dira-t-on, lui valoir les circonstances atténuantes, l'infirmité ayant été contractée dans et par l'exercice du service). Le fait est que Penkovsky n'accepta jamais des services de l'Ouest que le remboursement de ses frais et poussa un jour le scrupule jusqu'à rendre un trop-perçu de mille roubles.

Le traducteur prétendu des *Papiers,* poursuit le colonel Karpov, c'est le transfuge Dériabine. Or, ce Dériabine, quand il passa à l'ennemi, ne savait que le russe. Les *Papiers* du pseudo-Penkovsky et le livre de Dériabine lui-même, publié en 1959 sous le titre de *Secret World* par le même éditeur, Gibney, sont de la même main et de la même fabrique. Ce sont des faux exécutés sur commande de la C.I.A. et publiés par l'éditeur attitré de la C.I.A. Aucun des deux textes n'est marqué des signes qui font reconnaître une traduction, même excellente. Ils sont l'un et l'autre totalement exempts de ces russismes » d'expression, de style et de pensée par lesquels l'existence d'un original russe se manifeste toujours dans la traduction. Les deux textes ont été rédigés par des Américains et un *slang* typique permet de les reconnaître pour tels.

DANGERS DU REWRITING

A quoi l'on pourrait sans doute répondre :

1° Que le passage à l'Ouest de Dériabine est fort antérieur à 1959 et qu'on peut en sept ans — de 1959 à 1965 — apprendre une langue étrangère, surtout lorsqu'on se trouve dans les conditions favorables dont a dû bénéficier Dériabine, devenu agent de la C.I.A.;

2° Qu'il existe des traductions qui « ne sentent pas la traduction » ;

3° Que si le colonel Karpov sait assez bien l'anglais pour distinguer et apprécier les « russismes » d'un texte traduit du russe en anglais, l'éditeur Gibney peut avoir à son service des traducteurs et des reviseurs capables d'éliminer ces « russismes » ;

4° Que le texte présenté par le traducteur, — Dériabine ou un autre, — a pu, être, selon la mauvaise habitude américaine, — pas seulement américaine, — soumis à un *rewriter* chargé de l'américaniser, sans que ce *rewriting* ôte rien à l'authenticité foncière des *Papiers.*

Le colonel Karpov relève d'autre part dans les *Papiers* quelques erreurs de fait qui, pour lui, sont autant de stigmates du faux.

Le pseudo-Penkovsky, dit-il, situe le *Bakou,* restaurant où de nombreux employés de l'administration à laquelle appartenait Penkovsky prennent leur déjeuner, et dont il ne pouvait ignorer l'emplacement, dans la rue Neglinnaya, alors qu'il se trouve dans la rue Gorky, non loin de ladite administration. De même, il place l'Hôpital militaire central en un lieu dit *Sérébriany Bor,* sur les bords de la Moskova, où l'on trouve une baignade, mais aucun hôpital.

COMMENT PROUVER QU'UN TEXTE EST APOCRYPHE ?

Il mentionne un certain lieutenant-général Konovalov et le nomme à la russe par ses prénom, nom patronymique et nom de famille : Alexéi Andréiévitch Konovalov. Or, le patronymique du général Konovalov, n'est pas *Andréiévitch,* mais *Andrianovitch.* Pour un étranger ignorant de la langue et des usages russes, l'erreur est quelconque. Elle ne l'est pas pour qui sait le russe et l'usage russe. Les Russes se nomment, se présentent et s'interpellent d'abord par leur prénon et leur patronymique. Lénine était Vladimir Ilitch (Vladimir fils d'Elie). Trotsky était Lev Davidovitch

(Léon fils de David). Staline était Yossip Vissarionovitch (Joseph fils de Bessarion). Un Russe peut, à la rigueur, ne pas savoir ou avoir oublié le nom de famille d'une personne avec qui il se trouve en relation habituelle de travail, de service, d'affaires ou de fréquentation mondaine. Mais il ne peut pas ignorer son prénom et son patronymique, puisque c'est par ces termes qu'il l'interpelle, qu'il s'adresse à elle, qu'il la nomme.

Enfin, l'auteur des *Papiers* raconte que le fils du lieutenant-général Rogov éprouva des difficultés dans son avancement parce qu'il s'était trouvé au cours de ta guerre en rapports avec des aviateurs anglais et américains. Mais, à la fin de la guerre le fils du général Rogov était âgé de trois ans. « Sauf votre respect », dit le colonel Karpov, « on le mettait encore sur le pot ».

Sans prendre parti pour ou contre l'authenticité des *Papiers*, on peut contester de bien des façons l'importance et la signification que le colonel Karpov prétend attacher à ces erreurs.

D'abord, l'authenticité d'un texte n'implique pas la vérité des informations qu'il contient, ni l'omniscience, l'infaillibilité et la sincérité de celui qui en est l'auteur. Inversement, des erreurs de fait, même grossières, ne sont pas la preuve qu'un texte est apocryphe. Penkovsky peut s'être trompé, avoir mal vu, mal entendu, s'être souvenu, avoir confondu des noms et des personnages, avoir « bluffé », avoir donné comme certaines des informations qui n'étaient que des ouï-dire, avoir rapporté des bruits et des rumeurs plus ou moins inconsistants.

(*A suivre*)

PIERRE CHÉMERÉ.



La typographie offrira toujours des ressources infinies pour la multiplication des zéros et des queues à ceux-ci! Jamais d'ailleurs elle n'est aussi prodigue que quand il s'agit d'affaires de corruption ou de vénalité. Les gens qui *se vendirent* ou plus exactement qu'on *acheta* le firent toujours à des prix fabuleux.

Il en va de même dans les estimations de vols ou d'escroqueries. Souvent des délinquants sont mis au bénéfice de sommes détournées absolument colossales, qui n'eurent en fait qu'une portion fort congrue des malversations alléguées.

C'est qu'il est plus facile de puiser dans les *casses* que dans les caisses!

Cette disparité *classique* entre les sommes prétendues et celles effectivement perçues nous apparaît encore évidente dans l'Affaire en cours!

Les feuilles, dès le premier instant, risquèrent des affirmations précises. Oufkir pour mener à bien son entreprise contre Ben Barka avait constitué un budget, disait-on, qui n'était pas moindre de cent millions d'anciens francs. Or jusqu'alors le seul maniement d'espèces qu'on ait pu entrevoir ne va pas au-delà d'une chétive « unité », ancienne toujours! Et remise encore après qu'on eut beaucoup insisté.

Un misérable million, à peine de quoi s'acheter des cigarettes! Encore a-t-il fallu que ces messieurs, et ils sont pour le moins quatre : Le Ny, Palisse, Dubail et Figon, dépêchassent un des leurs pour qu'impatientés on leur consentît un aussi piètre denier!

Soit, en supposant que l'émissaire n'ait pas « repassé » les camarades, comme se fût exprimé Figon, un viatique de 250 000 F chacun! Véritable dérision quand on songe aux jours noirs qui s'ouvraient nécessairement devant eux.

Argents dérisoires !

250 000 F! mais le moindre Corse qui truande entre Pigalle et Clichy n'irait pas du carrefour Fontaine-Douai, tant la marche lui fut toujours pénible, jusqu'au square de Vintimille, pour un aussi ridicule dédommagement.

Côté Figon, et bien qu'il fût frotté d'*intelligentsia* germanopratine, il ne semble pas que la jugeote fût de meilleure qualité que chez ses acolytes.

Il avait omis de prévoir la séquence terminale de son fameux film, celle où à la première requête les Marocains lui répondraient *Basta!*

Disette qui l'entraîna probablement aux scabreuses négociations avec les feuilles de toute nature.

Certes, il y avait aussi exhibitionnisme incoercible de sa part et désir d'occuper la « une » en permanence, mais mieux pourvu, il se fût peut-être davantage retenu.

Toucha-t-il pour se prêter aux interviews qu'on sait les *piges* qu'on prétend? Ce n'est pas tellement sûr! Nous restons persuadés que le plus infime rédacteur d'un quelconque *Paris-jour* qui ne sut jamais mettre plus de trois lignes bout à bout, touche comme indemnité de licenciement après six mois de présence, plus qu'on ne lui offrit.

D'ailleurs Figon dénonçait lui-même ses fabulations quand il racontait à propos de sa prétendue arrestation par le commissaire Bouvier qu'on l'avait relâché avec 500 000 F (anciens) pour prix de sa sagesse future.

Rien que ce détail montrait que tout le récit était inventé, car pour ridicules que puissent être nos hommes d'Etat et pour chiche que soit le gouvernement, personne, s'avisant d'un tel scénario, n'eût réduit ses propositions à un pareil brocantage.

On fût allé au moins jusqu'à 500 000 nouveaux qui seraient encore restés une bagatelle, puisqu'on nous assure que le sort de la V[e] République était en cause!



Vers les temps nouveaux, hélas !

par **JACQUES SANVIGNES**

Allons, bravo, voilà qu'on va démolir des casernes. C'est le « Bulletin d'information des Armées » qui nous l'apprend.

La caserne de la Défense à Courbevoie, la caserne Clignancourt, l'ancienne école de Saint-Cyr, les casernes Denferl, de la Reine et du Manège à Versailles, le quartier Carnot à Vincennes, tout ça va disparaître ou sera transformé pour laisser place à des écoles, à des hôpitaux et à des habitations à loyers modérés.

Voilà un programme qui fut pendant bien des lustres celui des groupements pacifistes et humanitaires, l'argument essentiel des chansonniers révolutionnaires — en période de paix, bien sûr, le délire patriotique les empoignant pour la plupart à bras-le-cœur, au premier coup de clairon — et le touchant idéal fait de courage têtu et de naïve foi dans l'homme des instituteurs de bonne volonté.

Un de ceux-là, dans une assez triste école de Ménilmontant nous faisait déjà chanter (il y a aussi quelques lustres) une chanson pleine du bon grain dont il voulait ensemencer nos jeunes cœurs.

« Mais à l'aube des temps nouveaux
Des jours paisibles dont tu rêves
Tu feras des socs et des faux
Avec des vieux tronçons de glaives.
Non plus de guerres
Plus de misères
Blonds épis pour tous
Tombez drus et lourds. »

Ces strophes d'espoir s'adressaient à un forgeron supposé lui aussi de bonne volonté.

Et, poussant plus loin son rêve, le jeune maître rasait les casernes et bâtissait des hôpitaux.

Peut-être l' « insti » de la rue Julien-Lacroix n'est-il jamais devenu un vieux maître.

Peut-être, puérilité strictement civile et réputée honnête, est-il mort à la guerre.

S'il vit encore et s'il lit l'Intrus — *plutôt, nous l'espérons, que le* Bulletin des Armées — *il verra son rêve en voie de réalisation.*

Irrésistible marche du progrès!

Mais ce que le maître attendait de la conscience des hommes n'est-il pas dû, tout tragiquement, à la bombe atomique?

En toute impunité

Moment de notre gloire militaire ou fervent soutien des orthodoxies religieuses, routine policière ou simple aspect de la vie familiale, l'exercice de la torture requiert, pour son plein effet, deux conditions essentielles.

L'assurance, d'abord, qu'il ne peut s'offrir à la victime, la plus petite possibilité de défense; ensuite et surtout la certitude de n'avoir rien à redouter des hommes, ni leur colère, ni leur justice.

Pas de difficultés, en général, de ce côté-là. Le tortionnaire est « légal » par vocation, par définition.

Si nous exceptons les « chauffeurs » de doigts de pied contemporains de Vidocq, et, au travers des temps, quelques égarés hantés par la folie, l'histoire connaît peu de cas d'exercice illégal de la torture.

L'ardente foi chrétienne, même, du général Massu, les scrupuleux essais qu'il faisait — paraît-il — sur lui-même, n'eussent point suffi à apaiser cette impitoyable conscience, si la loi n'était venue couvrir de ses ténébreux voiles, les tailladages de seins et les brûlages de sexes qui illustrèrent après — et avant tant d'autres — le règne du pieux général.

***

La pratique de la torture exige avant tout quiétude et sécurité. Impunité garantie, certifiée.

Il y faut également de l'adresse, de la méthode; de l'outillage aussi, minutieux, compliqué, savant; mis au point en de studieuses recherches, amoureusement.

Chacun bien sûr, ne peut prétendre à l'échelon technique. La torture familiale s'accommode de moyens artisanaux, quasi manuels : martinet, ceinturon, ficelles pour immobiliser les membres, poêle rougi, soupe brûlante ingurgitée de force, etc...

La victime ne saurait être qu'un inoffensif animal — chaton, petit chien — ou un

enfant. L'enfant est plus à portée et présente des avantages. Ça se défend moins et ça ne parle pas plus.

Il en meurt souvent mais tous hélas ne peuvent être marqués par la chance.

Il y a ceux qui restent. Et il en reste assez pour nourrir, deux ou trois fois par semaine, dans les quotidiens, la rubrique des faits divers. Les cas limites, les plus hurlants.

* * *

Lorsque les hurlements deviennent insoutenables aux honnêtes familles du voisinage, on arrête les parents. On les admoneste, parfois, sévèrement.

Nul, plus que le scandale, n'est l'ennemi de la torture.

Et puis on les relâche. Les parents, comme les paras, sont parés. Ils ont le condé.

La famille et l'armée sont deux colonnes maîtresses — et sacrées — de la société. Chef de corps et chef de famille sont investis de droits et de pouvoirs qu'il ne convient pas de remettre en question.

* * *

Un brave ouvrier boulanger, travailleur et sérieux au témoignage de sa propre femme, manque, il y a peu, sa fille âgée de six mois.

Il la manque mais tout juste. On la trépane, elle s'en sort tant bien que mal.

Lui s'en sort très bien. Si bien qu'il recommence, travailleur appliqué, sur son garçon de deux ans. Celui-là aussi a failli y passer.

Le père se porte bien.

Un autre, un papa de Flers, dans le Nord, réveille quand il rentre soûl perdu, c'est-à-dire tous les soirs, ses trois filles à coups de ceinturon (sentimental souvenir, sans doute, de son temps de caserne). Il les envoie mendier, les « taxe ». Les gosses, par tous les froids, couchent dans un taudis sans feu.

Le Ch'timi est une terreur. Tout tremble autour de lui. *Même le brigadier de police,* parfaitement au courant, nous dit France-Soir, *n'osait intervenir.*

On arrête un jour l'aînée des filles en train de mendier. Elle raconte. Le père est interrogé et rentre chez lui le soir même, libre, satisfait, électeur à part entière.

* * *

Nous ne serons jamais, ici, des pourvoyeurs de prisons.

Les prisons sont déjà pleines. D'objecteurs et d'avorteurs de conscience.

Mais devant cette engeance tout de caquet et de vantardise bassement étalée, devant ces « rouleurs de mécaniques » des bistrots populaires ou des clubs privés, les artistes, les salariés, les indépendants et les autres, devant ces champions de la jactance et de la « parole d'homme » au passé et au naguère étonnamment chargés de torts redressés, de ma-main-sur-ta-gueule - pour - t'apprendre - à-être-poli, on reste confondu de l'infecte complicité de ce peuple de légende, des bourreaux et des pouvoirs publics.

L'ivrogne de Flers a cinq enfants connus. Cinq, c'est peu pour le prix Cognacq mais faut les faire!

Ça vaut bien le prix *calva.*

Jacques Sanvignes.

CARNET DE PROMENADE

par FERNAND POUEY

C'est parce que la rue se montre infiniment prodigue en hypothèses variées que l'aventure déserte les vieux noms de la géographie qui attiraient les aventuriers comme le pôle attire l'aiguille aimantée.

(PIERRE MAC ORLAN - *Le décor sentimental*)

Pourquoi s'en aller au loin? La rapidité et les facilités de déplacement ont fait de tels progrès, les moyens de connaissance et de transmission se sont multipliés à tel point que, débarquant d'Europe en Afrique, en Asie ou en Amérique, vous n'y trouvez plus qu'images familières et un décor dans lequel vous ont cent fois mené les livres, la photographie, le cinéma, la télévision... Vous avez franchi des milliers de kilomètres pour atterrir en un lieu où il vous semble avoir déjà vécu. Le tourisme a remplacé l'exploration. Ce qui faisait autrefois le charme des voyages, c'était le mystère et les difficultés. A présent les agences spécialisées vous assurent que « vous ne partez plus à l'aventure ». D'accord, mais alors, à quoi bon?

Et puis, le voyageur moderne est un homme pressé. Il ne s'installe pas pour longtemps au même endroit. Il n'arrive que pour repartir. Il ne musarde pas, il n'est pas là pour ça. Il a des horaires à respecter, des musées à visiter, des souvenirs à rapporter aux amis, des cartes postales à envoyer. Bref, laissez donc la voiture, l'autocar, le bateau, l'avion. Sans doute, si j'osais montrer le fond de ma pensée, dirais-je que lorsque le démon de l'aventure nous saisit, le mieux me paraît être de ne pas sortir de chez soi, de s'asseoir dans un fauteuil et de donner la liberté à son

imagination. Néanmoins, prendre quelque exercice est recommandé. Ne soyons donc pas excessifs dans notre comportement. Ouvrons la porte et allons... Pour un piéton de bonne volonté, une flânerie dans les rues de Paris porte en elle autant de de possibilités merveilleuses qu'une croisière en Terre de feu. J'exagère? A peine. Involontairement surprise au vol, la phrase d'un passant anonyme se confessant à haute voix nous projette dans un monde bizarre, absurde, parfaitement irrationnel.

L'INSOLITE QUOTIDIEN.

Les transports en surface inciteraient-ils moins que les transports souterrains, aux spectacles étranges et, plus qu'eux, aux réflexions étonnantes? Si l'on peut rencontrer actuellement dans les couloirs du métro un accordéoniste que l'on croirait sorti de la chanson d'Edith Piaf, c'est dans l'autobus 27 que j'ai vu un inconnu d'un certain âge, bourgeoisement et de noir vêtu, laisser, sans s'en apercevoir, tomber un gant en tendant les tickets pour le parcours. Un jeune homme obligeant ramassa le gant :

— Monsieur, c'est à vous, n'est-ce pas?

— Mille fois merci, fit le voyageur distrait en reprenant son bien.

Il considéra le gant un instant, avant d'ajouter d'une voix *grave :*

— *Merci d'autant plus que j'avais déjà perdu l'autre.*

Ces sortes de propos tirent évidemment leur éclat de leur authenticité. Ce ne sont pas mots d'auteur, mais réflexions spontanées de gens qui ne cherchent pas à « faire un effet ». Comme on dit, c'est ça la vie! Ainsi, encore dans l'autobus — le 83, cette fois — deux braves femmes, corpulentes et chargées de paquets, aux cheveux blancs sous la teinture blonde, bavardaient devant moi sans répit. Dans le silence relatif d'un arrêt, l'une d'elles déclara lentement, en mettant du poids dans chaque syllabe, comme nous faisons tous, plus ou moins, quand nous prétendons philosopher :

— *J'ai enterré mon père, ma mère, deux tantes, mon fils aîné et une belle-fille. Eh bien, j'ai beau faire, je n'arrive pas à m'habituer. Ça me fait chaque fois quelque chose.*

La remarque me rappelle cet aveu d'une commerçante

de mon quartier, veuve pour la deuxième fois, à qui je présentais mes condoléances :

— *Je n'avais pas apprécié la mort de mon premier mari comme j'apprécie la mort du second.*

Simple malentendu sur le sens du verbe apprécier?

On ne découvre pas toujours aisément le mécanisme dramatique, poétique ou comique des paroles entendues. N'est-ce pas le propre de l'enchantement, d'être mystérieux? Par exemple, je n'ai jamais oublié que je passais devant un immeuble du boulevard Edgar-Quinet au moment où la concierge penchée hors de sa fenêtre confiait à une ménagère de sa connaissance, d'une voix tremblante :

— *Et on venait le chercher la nuit pour la traite des blanches...*

INSTANTANÉ PAR CIEL GRIS.

Parfois, la scène peut nous paraître muette, sans perdre pour autant de son pouvoir évocateur.

Un dimanche matin vers 11 heures, devant les bâtiments du Louvre, sur les berges du fleuve et face à l'Institut, deux clochards déjeunaient. Ils étaient assis chacun sur un cageot — et sur un troisième cageot, qui leur servait de table, il y avait : un litre de rouge,du pain et un camembert. Je les regardais du Pont des Arts, mais c'était eux qui dominaient la situation par leur air de désinvolture. Passa une dame, d'allure élégante, surveillant la promenade de ses deux chiens : un fox blanc et un barbet noir. Avisant les deux hommes, fox et barbet allèrent à eux en frétillant. Le camembert, peut-être, avait éveillé leur intérêt. Ils furent accueillis avec amitié, grattés sur la tête, gratifiés de bouts de fromage que les deux clochards leur tendaient en poursuivant la conservation.

A dix mètres de là, la maîtresse des deux chiens s'était arrêtée. Au bout de quelques minutes, elle s'approcha. Les deux clochards se levèrent de leur siège — celui des deux, le plus âgé, qui portait un béret, l'enleva et l'autre s'inclina. Sans doute furent-ils priés de se rasseoir, car ils reprirent place sur leurs caisses fragiles. Je n'ai pas entendu les propos ensuite échangés, mais tous les visages étaient souriants. Tableau d'une subtile qualité. Le fox avait posé son museau sur un genou du vieux clochard et le barbet s'était assis aux pieds du plus jeune. Cinq êtres, humains et animaux, vivaient sous le ciel gris une miraculeuse minute d'égalité.

De tels moments ne peuvent s'éterniser. La dame s'éloigna bientôt, les chiens la suivirent, et les deux clochards restèrent sur la berge, avec leur boîte de fromage vide.

LES « MÉMOIRES EN CHANSONS » DE PIERRE MAC ORLAN.

Dans l'avant-propos à ses « Mémoires en chansons », qu'il vient de publier chez Gallimard, Pierre Mac Orlan observe :

> *Il est difficile d'écrire sur la chanson qui par son pouvoir profondément sentimental échappe à tous les arguments de la critique littéraire. On peut critiquer une œuvre littéraire; mais la chanson n'est pas une œuvre strictement littéraire, c'est un élément de la vie, un élément presque toujours populaire qui naît d'une rue, d'un paysage, d'un nom de fille et d'un espoir anarchique dans une sorte de liberté de penser.*

On n'ignore pas le goût que Mac Orlan a toujours manifesté pour la chanson. Déjà il en écrivait en 1905, lorsqu'il était ce très jeune dessinateur cherchant sa voie à Montmartre en compagnie d'un chien basset. L'accordéon lui a inspiré, outre les vers de l'*Inflation sentimentale :*

Cet instrument se plaît à rendre service indifféremment
Aux hommes de qualités exceptionnelles, aux pauvres
[également
Aux uns il apporte l'illusion d'être riches
Aux autres celle d'avoir connu la misère.

et cent autres variations poétiques, les belles pages à relire dans *Masques sur mesure* (dont l'édition définitive est parue récemment, toujours chez Gallimard) :

> *Au crépuscule de la nuit, dans tous les pays du Nord, des accordéons lumineux consacrent, jusqu'à son extrême limite, l'exaltation sentimentale des cités ouvrières. Et quand toutes les lumières de la ville, celles des avenues, des gares et des cinémas, luttent avec avantage contre la nuit, ils s'éteignent un à un après avoir porté la mélancolie à son point littéraire... . .*

On a envie de continuer, de tout recopier. Ça ferait le meilleur numéro de l'*Intrus.*

Il ne faut donc pas s'étonner si Mac Orlan, dont les fidé-

lités sont sans faille (son œuvre même est de la plus parfaite unité), l'heure venue où chacun y va de ses souvenirs, écrit ses Mémoires sous forme de chansons. Il continue ainsi d'avancer sur le chemin de sa jeunesse. Surtout, s'il est bien, comme il le dit, souvent présent dans le décor et l'action de ses chansons, il faut l'y deviner, aller l'y chercher — et il n'aime guère se montrer autrement qu'à ses amis.

Il me paraît réconfortant que sur des musiques de H. J. Dupuy, Philippe-Gérard, Georges Van Parys, V. Marceau, Willy Grouvel ou Christiane Verger, les voix de Monique Morelli, de Francesca Solleville, de Germaine Montero, de Juliette Gréco et d'autres lancent aux quatre vents de la terre, avec l'aide du disque et de la radio, les chansons de Pierre Mac Orlan. Son œuvre, des premiers livres aux « Chansons pour l'aventure immobile » est le chant d'un poète qui hausse jusqu'au merveilleux et au mythe, l'imaginaire du quotidien.

A ce chant, qui a d'harmonieuses mais puissantes résonances, Mac Orlan aime ajouter, par ses chansons, une mélodie plus proche du sentiment populaire, mélodie très personnelle, mélancolique et insinuante. Mais quoique ses chansons soient de vraies chansons, le poète ne cesse de veiller, ainsi qu'en témoigne le refrain de « A Sainte-Savine » ouvrant les « Mémoires » :

Le vent qui se morfond dans les plus hautes branches
S'en vient, s'en va, revient serviteur de l'oubli.
Où sont les lilas blancs des filles du dimanche
Et les tristes exploits des amants malappris?

F. P.

Drôles de numéros

Les P.T.T. ont récemment lancé une innovation sur le marché : celle de la transformation des noms des départements par des chiffres. Les Côtes-du-Nord devenaient 22, les Bouches-du-Rhône devenaient 13, etc. Quant aux départements de l'ancienne Seine-et-Oise pour lesquels (en dehors de l'horrible Seine-Saint-Denis) on avait trouvé des noms agréables et champêtres, ils devenaient vulgairement pour les P.T.T. 92, 93, 94, 95, etc.

Une émission de télévision explique aux populations ébaubies que, sous peine de voir leurs chères missives retardées dans leur acheminement, elles étaient tenues d'écrire désormais le numéro du département avant la ville. On ne nous menaçait pas encore de sanctions et dans ces conditions, on pouvait accepter cette immatriculation qui avait d'ailleurs parfois de l'humour puisqu'elle nous forçait à écrire : M. Machin, 22 - Lamballe.

Mais alors que, finalement, seules les Postes nous demandaient cette modification, on vit le bon peuple en remettre, il suffit pour s'en assurer, de lire le carnet du jour du Figaro *où l'on ne demande rien à personne et où l'on voit de braves gens s'empresser de nous faire savoir que leur gentilhommière de Bosguérard de Marcouville est dans le 27 et que leur vieille grand-mère vient de s'éteindre, munie des sacrements de l'Eglise et entourée de l'affection de ses 108 petits-enfants, à 86 Saint-Géorges-les-Baillargeaux.*

Cela est assez grave. Aucun impératif de « machinerie » n'oblige en effet à cela, mais le monde a tellement pris l'habitude de se classer sous un numéro d'ordre (sécurité sociale, compte en banque, etc.) d'être codifié, enrégimenté, qu'un numéro de plus, un numéro de moins ne les gêne plus et qu'ils s'y précipitent tête baissée, presque heureux d'être à l'extrême pointe de ce qu'ils prennent sans doute pour le progrès.

Loin de moi l'idée de nier le progrès. Il nous a donné beaucoup de satisfactions, ne serait-ce que l'ascenseur, la cigarette toute faite et le stylo à bille, mais enfin, garder un peu de poésie dans tout cela ne messiérait point et les Landes seront toujours plus évocatrices de soleil chaud, d'odeur de résine et de bruit des vagues que le département 40.

Symphorien.

« Et voilà justement comme on écrit l'histoire »

(Voltaire : Charlot ou la comtesse de Givri)

Un livre sur Paris ne peut jamais être exhaustif. Et cela, par définition. On regrettera toujours, dans quelque livre que ce soit, l'absence de tel ou tel détail, l'omission de tel ou tel fait. L'auteur le regrette peut-être aussi, mais il a dû se résigner, sous peine de voir son volume prendre la forme d'un monstre aux proportions démesurées, et il a dû se résoudre à « couper », à choisir. Dans le genre, on peut sans aucun doute dire qu'actuellement, le meilleur ouvrage sur Paris est le *Dictionnaire historique des rues de Paris* de M. Jacques Hillairet, aux éditions de Minuit.

C'est parce que nous l'avons beaucoup consulté, beaucoup feuilleté soit avant, soit après nos promenades dans Paris, c'est parce qu'il nous a appris beaucoup de choses, donné beaucoup de renseignements que nous voudrions ici lui signaler quelques erreurs qui lui ont échappé et qui feront peut-être l'objet — même sans notre truchement — de rectifications dans une édition ultérieure.

Nous ne voulons pas parler des coquilles que le lecteur rectifiera de lui-même et qui sont souvent — hélas! — le lot des ouvrages le plus consciencieusement faits.

Nous ne parlerons pas des « transpositions », encore qu'elles soient plus fâcheuses et qu'il soit gênant, par exemple, de faire mourir Mézeray, l'historiographe de Louis XIV, en 1863 au lieu de *1683* (*9, rue de la Chapelle*).

Certaines erreurs de dates sont plus étonnantes. Ainsi (*24, rue d'Amsterdam*) Alphonse Allais n'est pas mort le 6 novembre 1905, mais *le 28 octobre*. Ainsi (*1, rue Saint-Claude*), Cagliostro ne fut pas, dans l'Affaire du Collier de la Reine, jugé le 30 juin 1786, mais *le 31 mai*, ce qui appert quelques lignes plus bas d'ailleurs, quand M. Hillairet nous apprend que Cagliostro était à Londres le 16 juin. Ainsi, il est inexact de dire (*96, rue Saint-Honoré*) que Molière est né le 15 janvier 1622. Cette date est en effet celle de son *baptême* à Saint-Eustache. Sa date de naissance reste ignorée.

Dans le même ordre d'idées, il semble que M. Hillairet exagère un tant soit peu en donnant (*41, boulevard du Temple*) 83 ans à Mme Saqui quand celle-ci traversait l'Hippodrome sur une corde raide. Sa date de naissance est mal connue, mais *75 ans* nous paraîtrait plus vraisemblable. C'est d'ailleurs l'âge qu'indique Robert Bal-

dick dans sa *Vie de Frédérick Lemaître*. De toute façon, 75 ou 83, la performance était jolie...

En revanche, Emile Henry (*108, rue Saint-Lazare*) n'avait tout de même pas 19 ans, mais *22*, lorsqu'il fut exécuté, le *21* mai 1894 (et non le 22) après l'attentat de l'Hôtel Terminus.

DU LAPSUS A L'ERREUR DE FAIT.

Dans le domaine des faits, quelques erreurs plus graves de M. Hillairet. Passons sur le lapsus répété qui lui fait confondre, *rue des Plantes*, la rue du Chemin-Vert et la rue du *Moulin-Vert* et signalons-lui (*24, rue Berton*) que Balzac n'écrivit jamais de roman intitulé *Eve et David* (sans doute veut-il parler d'*Illusions perdues*) et que *les Ressources de Quinoda*, représentées en 1842, n'ont pu être écrites en 1847.

De même (*9, passage de la Boule-Blanche*), Lacenaire ne peut être accusé d'un crime commis en 1850, puisqu'il était mort depuis quatorze ans déjà, après être devenu la coqueluche du Paris snobinard de l'époque qui oublia, au profit de quelques poèmes à la Béranger, la férocité et la stupidité de ses assassinats.

De même, il semble avéré aujourd'hui que Coffinhal (*5, rue Le Regrattier*) ne prononça jamais le fameux « La République n'a pas besoin de savants » qu'il faut attribuer à l'abbé Grégoire dans le cadre de la réaction thermidorienne. (Il y a d'ailleurs controverse sur la *texture* exacte du mot. Philippe Le Bas qui était le fils du robespierriste Le Bas, et qui avait donc grand souci des choses de l'époque, émet cette hypothèse dans son Dictionnaire encyclopédique (Paris, Firmin-Didot, 1841, tome V, p. 264) que le mot prononcé authentiquement par Coffinhal aurait été celui-ci : « La République n'a plus besoin de chimistes »!)

De même (*impasse Ronsin*), Mme Japy n'était pas la belle-sœur du peintre Steinhel, mais sa *belle-mère*.

De même (*28, avenue Trudaine*), on ne sait où M. Hillairet est allé chercher que c'est chez Marie Colombier qu'Alphonse Daudet étrenna son premier habit. Alphonse Daudet l'a raconté dans *Trente ans de Paris* : cela se passa chez *Augustine Brohan*, rue Lord-Byron.

On le voit, finalement, rien de bien grave. Rien que quelques petites taches à faire disparaître. De toute manière, l'Hillairet est appelé pour de longues années à être le Rochegude de nos pères.

Après? Paris se transforme. Bosc publiait récemment dans un hebdomadaire un excellent dessin qui représentait la tour Eiffel, encastrée au milieu de dix buildings qui la dépassaient et la faisaient paraître minable, ridiculement petite. Le dessin était daté 1980. C'est peut-être bien l'avenir.

Henri MACÉ.

Inactuelles

André Frossard et les ZUTISTES

Il y a controverse entre le fils de Ludovic-Oscar et les *Zutistes*, ceux-là ne pouvant être évidemment ceux qui défrayèrent la petite histoire littéraire à la fin de l'autre siècle, à peu près dans le même temps que les *Hydropathes* et les *Hirsutes* mais plus contemporainement des animateurs de ce *Zut*, surgi peu après *Ça ira!* Frère ennemi, et incontestablement frère puîné, à s'en tenir à l'apparence, et Frossard de protester contre le faux air de famille tout en arguant du droit d'aînesse! Droit que nos *Zutistes* — MM. Jean-André Faucher et Christian Le Borgne — contestent, alléguant de très anciens préparatifs et l'intention affichée où ils étaient, bien avant que *Ça ira* commençât d'aller, de dire *Zut* à tout le monde et dans le format exact, à peu de chose de celui du libelle de Frossard.

Nous n'opinerons pas.

Notre propos est ailleurs que dans ces contentions au demeurant fort secondaires, et qui, de quelque manière qu'elles se résolvent, n'ôteront ni n'ajouteront au talent des protagonistes. Plutôt que de prioritaires nous sommes en quête de précurseurs.

Pour *Zut*, il n'y a pas apparence que dans la chose imprimée il y ait eu des prédécesseurs. Un caboulot exista bien sur la Butte qui portait cette enseigne, et qu'évoque Mac Orlan dans sa *Rue Saint-Vincent*, mais l'appellation n'avait tenté personne au-delà de ce folklore.

Mais pour *Ça ira*, la tradition est plus riche.

LE « ÇA IRA » DE MARIE-ANTOINETTE

Deux feuilles au moins, à notre connaissance, portèrent dans le passé même état civil allègre que celle d'André Frossard. Et dans des temps qui nous sont moins éloignés qu'on ne penserait puisque trois révolutions — 1789, 1848, 1871 — en dépit d'un foisonnement, comme il ne s'en était jamais vu, le dédaignèrent.

Il est vrai que pour les grands ancêtres le chant du *Ça ira* ne fut pas dès le départ, le péan de guerre civile qu'il devint dans la suite.

Né de père, sinon inconnu du moins contesté, le *Ça ira* à son origine, en 1790, n'était encore qu'une bluette assez innocente pour que Marie-Antoinette ne crût pas s'encanailler en l'interprétant sur son clavecin.

Ça ira
La liberté s'établira :
Malgré les tyrans, tout réussira

Il faudra 1793, pour que le *Ça ira*, enrichi par tradition verbale devienne celui venu jusqu'à nous, le « meurtrier *Ça ira* » comme dit Michelet. Ecoutons d'ailleurs Sébastien Mercier, le vieil enchanteur parisien, parler du premier *Ça ira* comme de la plus anodine berquinade : *Le sang ne coulait pas à cette époque, l'amour pour la Révolution était entier, l'énergie était pure, l'idée du meurtre ne s'y mêlait point, on répétait* Ça ira *d'un concert unanime.*

Nul doute que si André Frossard a eu quelque réminiscence, quand il s'est agi pour lui de s'arrêter à un titre, c'est à ce *Ça ira* de Marie-Antoinette et de Sébastien Mercier qu'il aura pensé. Et non à celui de carnage et de sang, dont s'épouvantait le vieux Jules lui-même, pourtant convaincu, bien avant l'autre, que la Révolution était un « bloc » !

DU COMPAGNON CONSTANT MARTIN...

Mais après une incursion aussi lointaine, rapprochons-nous de notre époque pour arriver au premier *Ça ira* connu dans l'Histoire de la presse, c'est celui du compagnon Constant Martin, *Ça ira*, dont Jean Maitron le très savant historien du Mouvement anarchiste a dénombré une de numéros à la Nationale .

Ce Constant Martin était un des anciens de la Commune de 1871 qui avaient choisi dans les années 80-90 de demander à l'« anarchie porteuse de flambeaux » les consolations et les espoirs que les différentes écoles socialistes n'étaient plus en état de leur fournir. De ce petit nombre, Constant Martin était un de ceux qui avaient le plus marqué avec Louise Michel et Marie Ferré, la sœur de Théophile, fusillé à Satory en 1872.

Il venait du blanquisme et avait même tenu quelque emploi dans la suite d'Edouard Vaillant, quand celui-ci était délégué à l'Instruction publique, sous la Commune, cela par compagnonnage blanquiste. Réfugié à Londres, les fendeurs de cheveux en quatre des parlotes de l'exil l'avaient graduellement éloigné de ses amours premières et c'est en farouche partisan de l'anarchie, ami d'Emile Pouget, le fameux *Père Peinard*, plus tard fondateur de la C.G.T., qu'il avait resurgi en 1888, prétendant même qu'un peu de dynamite ne messiérait pas pour que ça aille mieux. Ce premier *Ça ira* signalera d'ailleurs assez son fondateur, pour que quelque années plus tard lors des grandes rafles de 1894 consécutives aux exploits de Vaillant et d'Emile Henry, une police qui tenait bien ses comptes s'enquière de lui, au titre du fameux procès des

Trente, qui fera date longtemps, ne fût-ce que pour les mots de Félix Fénéon, à coup sûr parmi les insolences les plus belles qu'un tribunal essuya jamais.

Constant Martin, inculpé, mais déjà très vieux routier des procédures et des arrestations de toutes sortes, n'avait pas paru à l'audience, s'étant défilé vers Londres, de même que Pouget, Paul Reclus et quelques autres. Il en reviendra pour créer le *Libertaire* en 1896, avec Louise Michel et Sébastien Faure.

Tel fut le premier précurseur d'André Frossard. Nous est avis qu'il n'est pas dépourvu de branche, et que par considération pour son propre père, qui eut des commencements pas tellement dissemblables des achèvements de Constant Martin, notre actuel *Figariste* ne le récusera pas.

... AUX PÈLERINS DE BUDAPEST

Pour ceux qui vinrent après, ils étaient plus banals, n'étant après tout que résidus du Parti communiste, donc personnages ouvrés en grande série.

C'est vers 1930 que ces messieurs prétendirent faire aller les choses. Leur affaire était née d'une dissidence du Parti communiste, dite des *Six* ou des *Pèlerins de Budapesth*, dissidence que M. Jacques Fauvet, qui n'a pas le goût du pittoresque, n'a pas enregistrée dans son catalogue, fort lacunaire, des schismes du Parti.

Le pendable de leur cas était dans ceci : six conseillers généraux de Paris et de sa banlieue, tous dûment immatriculés au Parti, n'avaient pas cru devoir se refuser à une expédition officielle accomplie à Budapest, au temps où y régnait l'amiral Horthy, et ce sous couleur d'urbanisme ou d'édilité comparée.

Simple mondanité, mais dont s'étaient alarmés quelques faux purs, qui en voulaient surtout aux places des incriminés, pour la raison qu'un contact comme celui d'Horthy ne pouvait être d'un communiste digne de ce nom (parmi ces vestales éplorées, Doriot naturellement, qui n'en était pas encore au bouche-à-bouche avec Hitler).

Donc nécessité pour les exclus de se défendre, d'où ce *Ça ira*, le deuxième que l'histoire connaisse, et érigé en organe d'un *Parti ouvrier et paysan*, plus tard mué en *Parti d'unité prolétarienne*, par fusion avec des débris plus anciens.

Un *Ça ira* qui avait comme grand homme Louis Sellier, conseiller de la Goutte-d'Or et qui avait été le successeur de papa, au secrétariat général du P.C., après que papa s'en fut démis en janvier 1923.

De quel papa direz-vous?

Mais de celui d'André, Ludovic-Oscar Frossard!

Alexandre Croix

LU-VU-ENTENDU

Le « Penthouse » de Londres, ayant institué un débat sur les châtiments corporels appliqués aux enfants et adolescents, a reçu de nombreuses lettres de lecteurs. En voici une :

Je suis le père d'une nombreuse famille : sept fils et trois filles. J'ai toujours été un amateur résolu du châtiment corporel.

Au cours de l'année dernière, j'ai dû corriger ma fille de dix-sept ans pour ivresse habituelle, actes de grossière indécence et assauts sauvages et brutaux contre des hommes non consentants.

L'idéal serait de corriger les filles en privé. Dans le cas de ma fille, c'est impossible, car elle mesure six pieds trois pouces (1,90 m) et pèse plus de 266 livres (111 kg).

La punition a lieu dans le garage, toute la famille étant réunie pour maintenir la fille étalée en travers du capot de la voiture.

Nous sommes tous grands et forts, dans la famille. Je mesure moi-même six pieds et quatre pouces (1,94 m). Quant à mon poids, j'aime mieux ne pas en parler. Certains de mes fils sont encore plus costauds que moi.

Jusqu'ici, nous n'avons pas eu à demander main-forte aux voisins, mais cela pourrait arriver, car ma fille grandit encore.

Elle reçoit de sept à dix coups d'un maillet dont la tête est enveloppée dans un gant de boxe. Elle garde ses vêtements et sous-vêtements ordinaires.

Ce n'est pas très efficace, car les coups arrivent fortement amortis.

Quand elle était plus petite, je pouvais la fesser sur mes genoux avec un soulier des surplus de l'armée ou avec une pelle à charbon, idée qui m'avait été suggérée par un film de John Wayne.

Ce n'était pas non plus très efficace et ne faisait que l'exciter davantage encore.

Je suis fort intéressé par l'idée de l'appareil à fesser américain décrit par M. Francis dans la lettre que publie votre dernier numéro. Je vous serais très obligé de me communiquer les instructions permettant d'en fabriquer un.

Stephen Bumpstead,
Little Basin Lane,
Basingstoke.

Directeur de la Publication : René Ringenbach
Ets Besson impr., 117, rue des Poissonniers, Paris
Dépôt légal : 1er trim. 1966, n° 258 P

L'Intrus

est

une initiative

insensée

Abonnez-vous!

ÉDITIONS DU VIEUX SAINT-OUEN

5, RUE CAGÉ — SAINT-OUEN

■

LES CAHIERS CONTEMPORAINS

PARU :

TIXIER-VIGNANCOUR
ombres et lumières

par

ALEXANDRE CROIX

A PARAITRE PROCHAINEMENT :

GASTON COUTÉ
l'enfant perdu de la révolte

par

RENÉ RINGEAS

et

GASTON COUTANT

L'HISTOIRE A TRAVERS LA POLÉMIQUE

A PARAITRE :

JAURÈS
ET SES DÉTRACTEURS